

**Impact de la qualité des institutions sur la croissance économique : cas de
la république centrafricaine**

**The impact of the quality of institutions on economic growth: the case of
the Central African Republic**

Keze-Kouvoungbo Junior Aristide

Doctorant

Faculté des Sciences Economiques

Université Marien Ngouabi (Congo-Brazzaville)

Laboratoire d'Economie et de Management

République du Congo

Date de soumission : 14/10/2024

Date d'acceptation : 07/11/2024

Pour citer cet article :

KEZE-KOVOUNGBO. J.A. (2024) « Impact de la qualité des institutions sur la croissance économique : cas de la république centrafricaine », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 11 » pp : 474-500.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en RCA. A cet effet, un modèle à correction d'erreur a été appliqué sur une période allant de 2002Q1 à 2019Q4. Les résultats de l'estimation montrent qu'à court terme, la qualité des institutions politiques et celle des institutions économiques ont des effets directs et indirects sur la croissance économique. Cependant, sur le long terme, uniquement la qualité des institutions économiques a eu un effet significatif sur celle-ci. Bien que les variables représentatives de la qualité des institutions aient un impact significatif sur la croissance économique, les résultats montrent également qu'il existe d'autres facteurs majeurs qui ont un impact significatif sur celle-ci. Parmi ces derniers figurent la formation brute du capital fixe, les investissements directs étrangers et le soutien public au développement. De plus, la croissance économique n'est pas influencée ni par le capital humain ni par le capital naturel. Les résultats exhortent les autorités centrafricaines à instaurer des institutions politiques et économiques inclusives, tout en les incitant à entreprendre des réformes macroéconomiques. Ces dernières impliquent la mise en place de stratégies économiques destinées à préserver la stabilité macroéconomique pour exploiter au mieux leur potentiel économique.

Mots clés : Qualité des institutions ; gouvernance ; croissance économique ; RCA ; MCE.

Abstract

The aim of this article is to analyze the impact of institutional quality on economic growth in CAR. To this end, an error-correction model has been applied over a period ranging from 2002Q1 to 2019Q4. The estimation results show that, in the short term, both the quality of political institutions and the quality of economic institutions have direct and indirect effects on economic growth, while in the long term, only the quality of economic institutions has a significant impact on economic growth. Although the variables representing the quality of institutions have a significant impact on economic growth, the results also show that there are other major factors that have a significant impact on growth, such as gross fixed capital formation, foreign direct investment and official development assistance. On the other hand, human capital and natural capital have no impact on economic growth. The conclusions urge governments to build inclusive political and economic institutions, and commit them to macroeconomic reforms, which require the implementation of economic policies aimed at maintaining macroeconomic stability in order to realize their full economic potential.

Keywords: Institutional quality; governance; economic growth; CAR; MCE.

Introduction

L'échec des théories de la croissance endogène à expliquer les différences observées de développement économique entre les pays (Chang, 2006 ; Acemoglu et al. 2008) d'une part, et l'émergence de la nouvelle économie institutionnelle (Coase, 1937 ; North 1993 ; Williamson, 1995) d'autre part, ont conduit à réexaminer les principaux déterminants de la croissance. En effet, dans les années 1980, les théories de la croissance endogène ont émergé afin de faire face aux limites de la théorie de la croissance exogène et d'expliquer l'origine du progrès technique. Cependant, malgré leur succès, les écarts de développement entre les pays développés et les pays en développement se renforcent et sont encore visibles aujourd'hui (Villieu, 2015). Ces modèles ne parviennent cependant pas d'expliquer les disparités de croissance constatées entre les pays. Ainsi, l'absence d'explication des différences de développement par les théories de la croissance endogène a entraîné une réévaluation de la question des principaux facteurs qui influencent la croissance économique.

En raison des limites mentionnées précédemment, la nouvelle économie institutionnelle, qui s'inspire des travaux de North (1993), propose d'étendre les modèles de croissance endogène aux facteurs non économiques (Williamson, 2000 ; Rodrik, 2002 ; Acemoglu et al, 2004 ; North, 2010, etc.). Ceux-ci affirment que les quatre principaux déterminants de la croissance endogène ne sont que des causes immédiates de la croissance et ne peuvent pas expliquer celle-ci à long terme. En effet, il existe une distinction entre les sources immédiates de croissance et des sources fondamentales. Afin de pallier cette limite, les tenants de la nouvelle économie institutionnelle proposent trois facteurs qui pourraient expliquer la croissance à long terme : la qualité des institutions, les facteurs géographiques et l'ouverture des marchés. En analysant ces trois facteurs mentionnés précédemment, ces chercheurs ont conclu dans leurs travaux que la qualité des institutions est pertinente pour expliquer les différences de développement entre les pays. En effet, outre la qualité des institutions, les autres sources non économiques sont considérées de fallacieuses (Acemoglu et Robinson, 2005). Ainsi, la qualité des institutions est considérée dans ce contexte comme étant le seul déterminant non économique de la croissance. L'économie néo-institutionnelle définit les institutions comme « l'ensemble des règles du jeu d'échange auquel participent les agents économiques regroupés dans des organisations (North, 1990) ». Les institutions sont donc des contraintes créées par l'homme pour structurer les interactions politiques, économiques et sociales (North, 1991). Il s'agit précisément des normes formelles ou informelles qui régissent les activités économiques et financières dans un pays (North, 1994 ; Acemoglu, 2000). Leur rôle dans la croissance économique a été appuyé par les

auteurs notamment Coase (1991) ; Williamson (2000) ; Rodrik (2002) ; Acemoglu et al (2004) ; North (1993, 2010), qui soutiennent que l'amélioration des institutions peut entraîner une augmentation des investissements, de la productivité et de l'innovation et, en fin de compte, une croissance économique soutenue.

Au plan factuel, c'est la divergence constatée dans l'évolution de la croissance économique, d'une part, et l'évolution de la qualité des institutions mesurée par la gouvernance d'autre part, en RCA, qui motive la réalisation de ce travail. Sur le plan politique, la RCA a connu une transformation profonde suite au coup d'État de 1966. Le régime républicain postcolonial (1959-1966) a en effet été remplacé par une dictature militaire de 1966-1979, avec pour point culminant la transformation du pays en Empire. Entre 1979 et 1981, la restauration de l'ordre démocratique a été interrompue à nouveau par un coup d'État qui a mis en place un second régime militaire entre 1981 et 1993. Suite à plusieurs tentatives de coup d'État échouées, la démocratie a été à nouveau interrompue par un coup d'État qui a mis en place un troisième régime militaire de 2003 à 2013. Par ailleurs, depuis son indépendance, elle a été victime de troubles sociopolitiques qui ont perturbé son système politique et ont dégradé ses institutions. La détérioration des institutions à tous les niveaux des sphères sociopolitiques et économiques du pays a entraîné l'instabilité politique qui perdure jusqu'à nos jours.

Du point de vue de l'évolution de la croissance, une analyse par décennie permet de constater que dans la décennie 2000-2010, le taux de croissance moyen est de 1,81 %. Ce taux de croissance passe à -0,74% dans la décennie 2010-2020. Il en résulte donc une instabilité de la croissance et une nette dégradation du taux de croissance en RCA (WDI, 2020). Quant à la qualité des institutions, la mesure utilisée est l'indice de gouvernance de la banque mondiale (WGI, 2020) composé de six aspects (responsabilité politique, stabilité politique, efficacité du gouvernement, état de droit, qualité de régulation et contrôle de corruption). L'observation de cet indice sur les deux décennies ci-dessus indiquées permet de tirer les conclusions suivantes : dans la première décennie 2000-2010, le score moyen de la gouvernance est -1,34351 montrant que la qualité des institutions est mauvaise et dans la deuxième décennie 2010-2020, la note moyenne de la gouvernance est -1,51848, indiquant une détérioration de la qualité des institutions.

La confrontation des données sur la croissance et la qualité des institutions montre que le niveau médiocre des institutions centrafricaines s'est accompagné tantôt d'une croissance positive,

comme dans la décennie 2000-2010, tantôt d'une croissance négative comme dans la décennie 2010-2020. D'après la théorie des institutions, la mauvaise qualité des institutions observée en RCA devrait conduire à des taux de croissance négatifs alors que dans certaines périodes le taux de croissance observé a été positif. Devant ces effets mitigés, il est pertinent de s'intéresser à la question de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance en RCA. Ainsi, la question de recherche suivante : *la qualité des institutions a-t-elle un impact sur la croissance économique en RCA ? De façon plus précise, les institutions politiques et économiques ont-elles un impact direct et indirect sur la croissance économique en RCA ?*

L'originalité de cette étude réside en deux principaux apports. En premier lieu, elle vise à déterminer les principaux déterminants de la qualité des institutions qui exercent une influence significative sur la croissance en RCA. En second lieu, elle vise à mettre en exergue les canaux par lesquels la mauvaise qualité des institutions qui prévaut en RCA affecte la croissance économique de ce pays. En effet, dans cet article, nous marquons la différence en analysant les effets des facteurs institutionnels sur les facteurs de croissance. En conséquence, notre analyse diffère de l'approche généralement privilégiée dans la littérature. En réalité, nous prenons en compte non seulement les effets de la qualité des institutions sur la croissance économique pour soutenir la mise en place d'institutions politiques et économiques inclusives en RCA, mais également les effets de la qualité des institutions sur les facteurs qui peuvent stimuler la croissance. Ceci nous permettra d'établir non plus une relation directe avec la croissance mais une relation indirecte à travers les déterminants de la croissance. Une telle relation est susceptible de produire de meilleurs résultats et d'aboutir à des implications intéressantes. A la lumière de son originalité, l'intérêt de cette étude est également double. En premier lieu, elle vise à compléter la littérature existante car à notre connaissance, aucune recherche pareille n'a porté sur la RCA. En second lieu, les implications en politique économique pourront servir de recommandations aux décideurs publics de la RCA.

A la suite de cette introduction, le reste de l'article est organisé en quatre sections additionnelles. La première section présente la revue de la littérature. La deuxième expose le cadre méthodologique de l'étude. La troisième présente et analyse les résultats relatifs à cette étude. La cinquième conclut et formule quelques implications de politique économique.

1. Revue de la littérature

1.1. Littérature théorique

Un intérêt grandissant pour l'analyse des facteurs de croissance a été généré par l'extension des facteurs de croissance endogènes aux facteurs non économiques, dont les institutions sont les

principales. L'idée que la richesse d'une nation est fondée sur ses institutions remonte à Adam Smith (1776) dans son ouvrage *La Richesse des Nations*. Malgré cette intuition de Smith, les économistes marginalistes désiraient une théorie sans institutions, tandis que les institutionnalistes traditionnels désiraient des institutions sans théorie. Toutefois, même si ces positions étaient favorables à la distinction entre théories et institutions, les économistes étaient tout de même conscients de l'importance des institutions dans la croissance des pays (Fogel, 1964 ; Knack et Keefer, 1995 ; Hall et Jones, 1999). Toutefois, l'étude de l'hypothèse des institutions en tant que facteur de croissance a été réexaminée depuis qu'il a été décerné en 1993, le Prix Nobel à North pour ses recherches qui ont combiné institutions et théorie.

En effet, l'intérêt grandissant pour l'étude des facteurs qui gouvernent la croissance a débuté lorsque la nouvelle histoire économique a rejeté l'explication de la croissance qui reposait exclusivement sur l'accumulation des capitaux et les progrès technologiques. Dès lors, North (1991), en se basant sur Fogel (1964), souligne l'importance des institutions dans l'explication de la croissance endogène liée à l'apprentissage. Le progrès technique n'est possible dans ces conditions que si des institutions sont favorables à son accomplissement. Il est primordial de disposer d'institutions favorisant l'innovation et veillant à la protection des droits de propriété en assurant une rente d'innovation. Selon Mokyr (2020), ce sont les institutions qui encouragent la fusion du savoir prédictif et du savoir prescriptif. La croissance est due à cette association.

Dans leur étude des différences entre les grandes régions de la planète, Acemoglu, Laibson et List (2016) ont constaté des différences entre les pays en termes de PIB par habitant et de niveau de vie. Ils ont insisté sur l'explication de ces disparités en se basant sur des différences dans le capital physique, le capital humain et la technologie dont disposent les pays concernés. Selon ces auteurs, une explication basée uniquement sur ces raisons pose immédiatement les interrogations suivantes : pourquoi certains pays ont-ils accumulé plus de capital physique, investi plus dans le capital humain et créé ou adopté une technologie plus performante que d'autres ? Pour être plus précis, si l'investissement dans le capital physique et humain ainsi que l'adoption d'une nouvelle technologie de pointe peut avoir un impact significatif sur le PIB, pourquoi n'est-ce pas que tous les pays du monde choisissent de ne pas les mettre en œuvre ? De la même manière, pourquoi est-ce que tous les pays du monde ne sont pas aussi développés que les États-Unis, le Canada ou les pays de l'Occident ? Ces interrogations soulignent que l'abondance de capital physique, le développement du capital humain et une technologie améliorée ne sont que des facteurs immédiats de la croissance, car elles ne sont pas responsables des niveaux élevés de ces facteurs.

En effet, ces causes immédiates de la croissance sont elles-mêmes expliquées par d'autres facteurs, c'est-à-dire par les causes fondamentales. Deux types de causes de la croissance sont identifiés par la littérature : les causes immédiates de la croissance, c'est-à-dire les facteurs qui déterminent la croissance endogène, et les causes fondamentales de la croissance, dont le principal est la qualité des institutions. Bien que les institutions jouent un rôle dans la croissance en influençant les facteurs immédiats de la croissance, cela ne persiste pas. En réponse à cette problématique de double causalité, les recherches empiriques ont tenté de développer des indicateurs de la qualité des institutions, puis de les lier à l'évolution du PIB par habitant. Selon les recherches menées par le FMI (2003) et Coeuré (2017), il a été démontré une corrélation positive et solide entre la qualité des institutions et le ratio PIB par habitant. Toutefois, ces études ont négligé le concept de causalité, ce qui empêche de déterminer si les institutions sont à la fois la cause ou la conséquence du développement. Selon Meiseil et Ould (2007), la qualité des institutions est étroitement liée au revenu plutôt qu'à la vitesse de développement à moyen et long terme. Afin de résoudre la double causalité entre institutions et croissance, les modèles économétriques suggèrent l'utilisation de variables instrumentales, qui sont liées à la qualité des institutions en tant que variable explicative plutôt qu'à celles des institutions en tant que variable expliquée. Par contre, selon North (1990) et la Banque mondiale, la relation entre les institutions et la croissance est complexe et non linéaire. Selon les études récentes sur la croissance, il a été souligné que les institutions de qualité sont une conséquence plutôt qu'une cause de celle-ci (Bénassy-Queré, 2021). D'après les modèles de croissance endogène, les institutions sont donc extérieures mais elles sont elles-mêmes internes car elles sont influencées par d'autres facteurs (économiques, politiques, sociaux, historiques, etc.). C'est dans cette atmosphère que North (1993) soutient que les structures sociales sont des règles du jeu, des contraintes élaborées par les individus pour organiser les interactions humaines. Selon l'auteur, les institutions sont composées de règles formelles telles que les règles, les lois et la constitution, ainsi que de règles informelles telles que les normes de comportement, les conventions et les codes de conduite.

Dans la littérature, on distingue les institutions politiques des institutions économiques. Les institutions politiques sont responsables des motivations dans le domaine politique, ainsi que du processus qui entraîne la création des règles formelles et du système juridique. Elles déterminent la structure de l'État et le processus politique, ce qui a un impact sur la formation et le fonctionnement des institutions économiques. Par contre, les institutions économiques gèrent la coordination de l'activité économique en raison de la connexion entre l'État et les

marchés. D'après Rodrik (2000), il existe quatre catégories d'institutions économiques : les institutions qui génèrent des marchés, les institutions qui gouvernent les marchés, les institutions qui maintiennent la stabilité des marchés et les institutions qui établissent la légitimité des marchés. Ces institutions ont pour objectif de réduire les coûts associés aux transactions, comme les coûts de recherche d'informations (comme les prix, les produits, les impôts, etc.), les coûts de négociation pour déterminer les conditions de l'échange, ainsi que les coûts d'application des contrats, en particulier les coûts liés au contrôle de leur mise en œuvre. La création des institutions économiques entrant dans les institutions politiques, qui sont également responsables du respect des droits de propriété, de la bonne exécution des contrats et de la sécurité des transactions. Ainsi, au sein d'un pays, le cadre institutionnel repose sur l'équilibre entre les différents pouvoirs, à savoir l'exécutif, le législatif et le judiciaire. En effet, la forme de cet équilibre a un impact sur les compétences d'une société à s'investir ou non dans un processus de développement durable.

Dans cette perspective, la littérature distingue les institutions politiques et économiques extractives d'une part, et les institutions politiques et économiques inclusives d'autre part. Les institutions économiques extractives sont créées par les politiques extractives, tandis que les institutions économiques inclusives sont créées par les politiques inclusives. Il s'agit d'une élite restreinte qui exerce le pouvoir dans les institutions politiques extractives, qui ne limitent que peu l'exercice de ce pouvoir. Cette élite est composée de personnes mégalomanes et/ou de profiteurs. C'est le dilemme entre renforcer le pouvoir et favoriser la croissance économique que les institutions politiques de l'extraction sont prêtes à sacrifier la croissance économique pour renforcer leur pouvoir. D'un autre côté, les institutions politiques inclusives présentent une structure centralisée et pluraliste, les dirigeants politiques accordant la priorité aux intérêts du peuple plutôt qu'à leurs propres intérêts. La préservation des droits de propriété, la mise en œuvre des contrats passés entre les acteurs économiques et une gestion administrative efficace des ressources publiques sont assurées par les entreprises inclusives. En revanche, les institutions économiques extractives ne veillent pas à la protection des droits de propriété des acteurs économiques, à la mise en œuvre efficace des contrats conclus entre eux, et encore moins à une gestion adéquate des ressources publiques. Elles sont souvent influencées par les dirigeants politiques qui cherchent à exploiter les ressources de l'ensemble de la société.

En ce qui concerne leur impact sur les performances économiques, les institutions inclusives encouragent l'activité économique, l'augmentation de la productivité et la prospérité économique, tandis que les institutions économiques extractives ne parviennent généralement

pas à y parvenir, car elles entravent les activités économiques pour au moins trois raisons. Tout d'abord, en valorisant le droit de propriété et en restreignant la protection juridique, elles diminuent la rentabilité de l'entrepreneuriat. Ensuite, en instaurant des obstacles à l'entrée d'une profession ou d'une activité, elles augmentent le coût de cette dernière. Ensuite, en raison de leur instabilité politique, cela entraîne une incertitude quant aux décisions de production économique ou aux interruptions des processus de création de richesse. Comme dans les pays en développement, il semble pertinent d'examiner les facteurs qui influencent ces institutions et de voir comment elles impactent la croissance à travers leurs facteurs immédiats.

1.2. Littérature empirique

La littérature empirique distingue l'étude de la relation entre les institutions et la croissance économique à partir d'un indicateur global de la gouvernance, d'un indicateur spécifique de la qualité des institutions, et l'étude de la relation de manière indirecte à travers les canaux de transmission. Les études empiriques sont classées dans au moins deux grandes catégories de pays : les pays développés et les pays en développement. Zouhaier (2012) explore les conséquences des facteurs institutionnels sur l'investissement et la croissance économique dans les pays en développement, en analysant un échantillon de 11 pays au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. La recherche s'étend de 2000 à 2009 et utilise des données de panel dynamique en utilisant la méthode d'estimation GMM. En s'appuyant sur les travaux de North (1991), il est observé que des institutions de bonne qualité encouragent les entreprises à investir. Par contre, la qualité médiocre des institutions dissuade les entreprises d'investir et établit un environnement inapproprié aux activités économiques, ce qui entraîne une hausse des coûts de transaction et décourage les investisseurs, ce qui entrave la croissance industrielle. Il arrive à la conclusion que les institutions politiques et l'investissement jouent un rôle dans le développement. L'étude a montré que l'interaction entre les institutions politiques et l'investissement favorisait la croissance, tandis que l'instabilité politique freinait celle-ci.

L'étude menée par Mtiraoui et Lassoued (2014) est divisée en deux volets. L'objectif de la première partie est d'évaluer l'influence directe de la qualité des institutions sur la croissance économique, tandis que la seconde partie cherche à évaluer l'influence indirecte de la qualité des institutions sur la croissance économique en utilisant le capital humain. Afin d'atteindre cet objectif, ils mettent en place un indicateur de qualité de la gouvernance en utilisant les données de la Banque du Monde. À la différence de la plupart des études, les auteurs prennent en considération la qualité institutionnelle lorsqu'ils évaluent la qualité des institutions. D'après les données en panel dynamique (GMM), il est démontré que la gouvernance a eu un effet

bénéfique et important sur le taux de croissance du PIB par habitant dans 20 pays de l'OCDE entre 1998 et 2006. Selon leurs résultats, les institutions solides dans les pays de la région ont un impact positif sur les économies de ces pays en introduisant une variable qui met en évidence une corrélation entre la gouvernance d'un pays et son capital humain.

Magomed Tashtamirov (2023) effectue une analyse de régression sur données de panel pour comparer la qualité des institutions au développement économique pour six pays : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Turquie, la Russie et la Chine. Les données utilisées dans l'étude proviennent des WDI et de la Banque mondiale pour la période 1996-2019. Dans ces six pays, le développement économique est encouragé par la qualité des institutions, définies par la présence de l'État de droit, la capacité du gouvernement à combattre la corruption et l'efficacité de son cadre réglementaire, même si l'impact de chaque indicateur varie d'un pays à l'autre. L'étude souligne aussi que, bien que l'investissement et la croissance démographique soient essentiels pour le développement économique, l'ouverture du marché et le capital humain ne contribuent qu'à un niveau marginal. Il est par conséquent crucial que les gouvernements privilégient fortement la qualité des institutions et instaurent des politiques favorisant la croissance démographique et l'investissement dans le but d'encourager le progrès économique de leurs pays.

Hadhek (2011) a étudié l'impact des facteurs institutionnels sur l'investissement et la croissance économique dans un échantillon de 11 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) de 2000 à 2009. Dans cette étude, nous avons utilisé un modèle de données dynamiques de panel. La contribution de l'investissement à la croissance économique a également été influencée par les institutions. Les tests empiriques montrent qu'il existe un lien très fort entre l'investissement et la croissance économique, d'une part, un lien positif entre les institutions politiques et l'investissement, d'autre part, un lien négatif entre l'instabilité politique et l'investissement.

Ondoa (2013) à partir d'une étude en panel dynamique tente d'identifier les dimensions de la gouvernance institutionnelle pouvant relancer la croissance économique de 48 pays d'Afrique. Intégrant simultanément les six indicateurs mondiaux de gouvernance à une fonction de production du type Cobb Douglas, il trouve un effet positif et significatif de la stabilité politique et de la qualité de la réglementation sur le taux de croissance du PIB par tête entre 1998 et 2011. En prenant en compte les pays en fonction de leur niveau de développement (PMA ou non) d'une part et de leur niveau de ressources naturelles (producteur de pétrole ou non) d'autre part, de nouvelles perspectives se dégagent. Tout d'abord, dans les PMA, il est crucial de maintenir

la stabilité politique et de maîtriser la corruption afin de relancer la croissance économique. Ensuite, il est essentiel de lutter contre la corruption pour stimuler la croissance des pays pétroliers. Les autres indicateurs n'ont pas d'influence significative sur la croissance des pays africains, surtout dans les pays en développement qui manquent de ressources naturelles.

Dans le même esprit, Fayissa et Nsiah (2013) ont examiné comment la gouvernance influence la performance économique en se basant sur un échantillon de 39 pays d'Afrique subsaharienne. Ils ont utilisé des données de panel entre 1995 et 2004 et ont utilisé des modèles à effets fixes et aléatoires, ainsi que des modèles Arellano-Bond qui utilisent l'approche d'estimation des données. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, tous les indicateurs de gouvernance ont un impact positif et statistiquement significatif sur la croissance du revenu par habitant. D'après eux, la gouvernance efficace joue un rôle essentiel dans les inégalités de revenus par habitant entre ces pays. Ils mettent également en évidence l'impact de la croissance sur le système de gouvernance et le taux de croissance économique.

Dans cette optique, la recherche menée par Salawu et al. (2018) se focalise sur trois pays : le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Ghana. Deux méthodes sont utilisées pour étudier la corrélation entre la gouvernance et le PIB entre 1996 et 2015 : une étude transversale des moindres ordinaires (OLS) et une analyse dynamique des données de panel (DPM). D'après la Banque mondiale (2016), ils évaluent la gouvernance en utilisant un ACP qui se base sur les six indicateurs. La gouvernance du Ghana et de l'Afrique du Sud est plus solide que celle du Nigeria, et l'indice de gouvernance est lié de manière positive et significative à la croissance du PIB, tandis que celui du Nigeria est lié de manière négative à la croissance. En plus de l'évaluation globale, les chercheurs ont désagrégé l'indicateur de gouvernance pour étudier les effets spécifiques de chaque élément de la gouvernance sur les performances économiques des trois pays. D'après leurs résultats, la stabilité politique et la lutte contre la corruption sont des facteurs essentiels de la croissance économique en Afrique du Sud et au Ghana, tandis que ces facteurs ont un effet contraire au Nigeria.

Abubakar (2020) a étudié l'influence de la qualité des institutions sur la croissance économique au Nigeria en utilisant des séries chronologiques annuelles pour la période de 1979 à 2018. Le modèle de croissance néoclassique de Solow-Swan et le consensus de Washington ont été utilisés comme bases pour cette étude, qui préconise des politiques économiques orientées sur la réforme institutionnelle. Par conséquent, il a employé la méthode de cointégration de Johansen qui a mis en lumière des relations sur le long terme entre les différentes variables. Il a également utilisé la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS), démontrant que la qualité

des institutions influence positivement la progression économique. De plus, il apparaît que l'indicateur de gouvernance efficace exerce une influence positive, mais pas notable, sur l'économie. De plus, les conclusions révèlent que la croissance économique réagit de manière différente aux fluctuations des investissements nationaux et directs étrangers, et que le modèle économique maintient une stabilité sur le long terme de 34 % suite à une crise. Enfin, la recherche a mis en évidence l'importance des institutions de qualité pour garantir le bon développement des secteurs privé et public, un élément crucial.

Dickson et ses collaborateurs (2021) ont analysé l'impact de la qualité des institutions sur le progrès économique des pays d'Afrique subsaharienne entre 2006 et 2018, en se basant sur l'approche des moments généralisés (MGM). Selon les conclusions, la qualité des institutions pourrait exercer une influence significative et profitable sur l'économie de ces pays. Il est aussi clair que cet impact varie selon la situation géographique et le degré d'abondance de chaque nation appartenant à la région. Il est donc crucial que les pays d'Afrique subsaharienne intensifient leurs efforts pour consolider les institutions qui élargissent le champ démocratique, amplifient les libertés civiles et garantissent la participation des citoyens au programme de développement durable.

En définitive, trois principaux enseignements peuvent être tirés de la littérature, sur le plan tant théorique qu'empirique. En premier lieu, de nombreuses recherches ont démontré que, bien que les modèles de croissance endogène aient été couronnés de succès, l'amélioration de la qualité des institutions est maintenant cruciale pour le développement économique. Les facteurs qui impactent la performance économique ne peuvent être analysés sans prendre en considération la place et le rôle des institutions. Par la suite, les résultats empiriques tirés des études empiriques antérieures présentent une grande diversité, suggérant qu'il n'existe pas de consensus entre ces derniers. Pour conclure, il convient de noter que les études sur la RCA sont limitées. Toutefois, jusqu'à présent, aucune recherche n'a examiné les facteurs institutionnels en tant que catalyseurs de la croissance économique en RCA. Afin de pallier un déficit en recherche, ce travail analyse l'impact de la qualité des institutions (la stabilité politique et l'efficacité du gouvernement) sur la croissance économique en RCA.

2. Cadre méthodologique

Cette partie a pour objectif d'exposer progressivement le modèle d'estimation, les données et la méthode d'estimation.

2.1. Spécification du modèle

Le modèle empirique utilisé ici tire son inspiration des recherches de Mankiw et al. (1992), qui ont principalement élargi l'étude de Solow. Ils pensent que l'intégration du capital humain dans ce modèle augmentera sa validité empirique et permettra une meilleure prise en compte des fluctuations de la croissance. Partant de la fonction de production du type Cobb-Douglas définie par :

$$Y = K^\alpha H^\beta (AL)^{1-\alpha-\beta} \quad (1)$$

En écrivant cette équation sous la forme logarithmique et en introduisant la dimension temporelle, on obtient :

$$\ln y_t = a_t + \alpha \ln k_t + \beta \ln h_t \quad (2)$$

Avec $a_t = \ln A_t$ et y_t , a_t , k_t , h_t représentent respectivement la croissance économique, le résidu de Solow (paramètre technologique), le capital physique et le capital humain. Même si la littérature économique reconnaît souvent que le résidu de Solow est une variable externe qui regroupe tous les facteurs susceptibles d'apporter une contribution similaire à l'accroissement du revenu national, Mankiw (2002) affirme que le facteur capital et le facteur travail ne suffisent pas en soi pour justifier toute la croissance. En se basant sur cette observation, nous intégrons les institutions et une liste de facteurs susceptibles d'expliquer la croissance. La capacité explicative du modèle peut être améliorée en diminuant la probabilité d'omission des variables. Dans leur étude du risque sociopolitique et des investissements directs de l'étranger en Afrique de l'Ouest, Kane et Diop (2012) ont employé une méthode similaire. Nous avons ensuite :

$$a_t = \sum \beta_j inst_t + \sum \theta_j X_{jt} \quad (3)$$

X_{jt} Désigne les autres variables susceptibles de stimuler la croissance et $inst_t$ représente les institutions. En remplaçant cette expression dans l'équation (4) on obtient :

$$\ln y_t = \sum \beta_j inst_t + \sum \theta_j X_{jt} + \alpha \ln k_t + \beta \ln h_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

C'est le premier modèle utilisé pour examiner les impacts de la qualité des institutions sur la croissance économique en RCA. Après cela, on étudie les impacts de la qualité des institutions sur la croissance en prenant en considération le niveau d'investissement. Dans ce contexte, la recherche menée par Zouhaier (2012) a servi de base à notre méthodologie pour étudier l'influence des institutions sur l'investissement et la croissance. On considère ce modèle comme le plus adapté à la littérature concernant le lien entre la qualité des institutions et l'investissement. D'après l'étude précédente, les institutions ont la capacité d'influencer le développement économique en améliorant la productivité ou l'accumulation de capital. Cela implique que la performance des institutions peut influencer la croissance économique via le capital physique. Notre recherche se base sur les deux équations suivantes pour examiner le rôle des institutions dans les facteurs de développement :

$$INV_t = f(X_t, QI_t) \quad (5)$$

$$Y_t = f(X_t, INV_t, QI_t) \quad (6)$$

Où Y_t : est le taux de croissance du PIB réel par habitant à l'instant t ; X_t : est l'ensemble des variables de contrôle à l'instant t ; QI_t : est un groupe des variables institutionnelles à l'instant t ; INV_t : est le taux d'investissement à l'instant t . Après avoir analysé le modèle théorique des facteurs institutionnels et de la croissance, il est indispensable de passer au modèle empirique de notre recherche. Ainsi, le modèle avec interaction utilisé dans cet article est basé sur l'équation ci-dessous qui explique l'effet de la qualité des institutions sur les facteurs de croissance et se présente comme suit :

$$y_{it} = a_0 + a_1 STAB-PO_{it} + a_2 GOUVE-EFF_{it} + a_3 FBCF_{it} + a_4 CH_{it} + a_5 IDE_{it} + a_6 APD_{it} + a_7 CAP-NAT_{it} + a_8 (STAB-PO * FBCF)_{it} + a_9 (GOUVE-EFF * FBCF)_{it} + \varepsilon_{it} \quad (7)$$

Avec ε_{it} l'ensemble des perturbations, i le pays, t la période, a_0 la constante du modèle, $a_1, a_2, a_3, a_4, a_5, a_6, a_7$ les coefficients associés à nos variables d'intérêts et de contrôle. Ainsi, dans notre modèle de croissance économique, nous incluons une variable interactive ($QI * FBCF$) afin d'évaluer l'impact indirect de la qualité des institutions sur la croissance par le biais de l'investissement. Dans cette situation particulière, le choix d'utiliser l'investissement comme substitut des facteurs de croissance est guidé par la présence d'un lien causal entre l'investissement et les autres déterminants de croissance. De plus, cette décision est validée par le fait que la littérature économique considère l'investissement comme le principal canal par lequel la qualité des institutions influence la croissance économique (North, 1990).

Cependant, les résultats du test affirment que toutes les variables sont cointégrées et qu'il n'y a qu'une (01) relation de cointégration. A cet effet, au regard de ce qui a été dit précédemment, nous avons de forte raison de faire le Modèle à Correction d'Erreur (MCE). Les tests de cointégration permettent de détecter la présence d'une relation de long terme entre les variables. Or, il est fort intéressant de connaître l'évolution à court terme de cette relation. L'outil nécessaire à une telle fin est le Modèle à Correction d'Erreur (MCE) utilisé pour la première fois par Sargan (1984) et rendu populaire par Engle et Granger (1987). Ce type de modèle permet de mettre en évidence comment la dynamique de court terme des variables du système est influencée par l'équilibre de long terme. Ainsi donc, lorsque les séries sont cointégrées, il convient d'estimer leur relation à travers un modèle à correction d'erreur. Il existe deux approches pour modéliser un phénomène par la méthode des MCE : l'approche à une étape (approche de Hendry) et celle de

deux étapes (approche d'Engle et Granger). Dans cet article, nous optons pour l'approche à une étape. On veut vérifier l'impact des variables X_1, X_2, \dots, X_n sur Y_t .

On se rassure d'abord que les séries sont cointégrées ; ensuite on applique l'équation

$$\Delta(Y_t) = \alpha_0 + \underbrace{[\alpha_1 * \Delta(X_{1t}) + \dots + \alpha_n * \Delta(X_{nt})]}_{\text{Court terme}} + \underbrace{[\beta_0 * Y_{t-1} + \beta_1 * X_{1t-1} + \dots + \beta_n * X_{nt-1}]}_{\text{Long terme}} + \varepsilon_t$$

Le coefficient β_0 (force de rappel vers l'équilibre) est le coefficient de correction d'erreur. Il doit être significativement négatif et inférieur à 1 en valeur absolue pour qu'il y ait un retour du développement économique à sa valeur d'équilibre de long terme en cas de choc ; dans le cas contraire il convient de rejeter une spécification du type MCE.

2.2. Présentation des données

Ici, nous distinguons la variable dépendante, les variables institutionnelles, la variable interactive et les facteurs de croissance. Nous commençons par la variable dépendante et terminons par les facteurs de croissance. Dans cette équation, la croissance économique est mesurée par le taux de croissance du PIB/tête. La variable d'intérêt est la qualité des institutions (QI). Elle est construite en agrégeant la qualité des institutions politiques et économiques en utilisant une analyse en composantes principales. Ces deux dernières sont ensuite ventilées en leurs différentes composantes afin d'identifier les effets des composantes spécifiques des institutions sur la croissance. $QI * X$ représente le terme d'interaction entre le facteur institutionnel et un déterminant de la croissance. En termes des variables de contrôle, le capital humain est grossièrement représenté par l'indice de capital humain (CH). La formation brute de capital fixe (FBCF) sert à calculer le capital physique, et les IDE sont captés par le stock net de capital exprimé en pourcentage du PIB. L'aide publique au développement (APD) est calculée comme le total net de toutes les aides reçues exprimé en pourcentage du PIB. L'indice du capital naturel (CAP-NAT) est utilisé pour mesurer les ressources naturelles.

Nous nous concentrons sur un unique pays, la RCA, et les données que nous utilisons dans ce travail sont issues de diverses sources. Les données concernant les variables institutionnelles proviennent du WGI (2020). En ce qui concerne le taux de croissance du PIB réel et la formation brute de capital fixe, ces dernières proviennent de la base de données WDI (2020). Quant aux autres variables, elles proviennent de la base CNUCED (2020). La période d'étude s'étend de 2002Q1 à 2019Q4. Cette période est choisie en considérant la disponibilité des données, notamment celles provenant des institutions. Toutes ces données couvrent les années 2002 à 2019 et ont une dimension annuelle, soit 18 observations. Il est crucial de considérer que l'économétrie se base généralement sur diverses conditions, parfois contraignantes, mais

nécessaires pour confirmer les résultats d'estimation. Ceci est particulièrement vrai pour la durée des séries, qui peut parfois constituer un frein dans les pays en développement. Dans cette situation, il semble indispensable d'utiliser une technique de trimestrialisation des informations recueillies chaque année. Dans cette étude nous optons pour la trimestrialisation des données en raison du nombre limité d'observations. Dans ce dernier, nous mettons en œuvre la technique de Chow et Lin (1971), qui est désormais largement adoptée par divers scientifiques (Doucouré, 2008 ; Daba et al, 2016 ; Okombi, 2018).

3. Analyse des résultats

3.1. Analyse économétrique des résultats

Le tableau ci-dessous présente les effets directs et indirects de la qualité des institutions sur le développement économique. Suite aux estimations, diverses observations peuvent être faites. Les résultats du modèle consignés dans le tableau 1 indiquent que le coefficient de correction d'erreur est négatif, inférieur à 1 en valeur absolue (-0,123716) et significativement différent de zéro au seuil statistique de 5% (P-valeur=0,0034). Il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur : à long terme les déséquilibres entre le TCPIBR et les variables explicatives se compensent de sorte que les séries aient une évolution similaire. On constate en outre que le MCE est satisfaisant et est globalement significatif (Prob(F-statistic) =0,000000<0,05).

Tableau 1 : Résultats d'estimation

| Dependent Variable: D(TCPIBR) | | | | |
|---|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Method: Least Squares | | | | |
| Date: 08/15/23 Time: 10:05 | | | | |
| Sample (adjusted): 2002Q2 2019Q4 | | | | |
| Included observations: 71 after adjustments | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| D(APD) | -132.6830 | 29.86807 | -4.442302 | 0.0000 |
| D(CAP_NAT) | -4.212269 | 3.831664 | -1.099331 | 0.2768 |
| D(CH) | 6.630321 | 9.971907 | 0.664900 | 0.5091 |
| D(FBCF) | 3.448969 | 2.871688 | 1.201025 | 0.2353 |
| D(GOUVE_EFF_FBCF) | 24.04118 | 6.082930 | 3.952236 | 0.0002 |
| D(GOUVE_EFFE) | 390.5489 | 50.35476 | 7.755949 | 0.0000 |
| D(IDE) | 1.915903 | 2.052644 | 0.933383 | 0.3550 |
| D(STAB_PO_FBCF) | 27.23427 | 4.537600 | 6.001911 | 0.0000 |
| D(STABILITE_PO) | 221.1762 | 49.31685 | 4.484800 | 0.0000 |
| C | -0.337919 | 2.483313 | -0.136076 | 0.8923 |
| TCPIBR(-1) | -0.123716 | 0.040276 | -3.071751 | 0.0034 |
| APD(-1) | 48.89801 | 7.837514 | 6.238970 | 0.0000 |
| CAP_NAT(-1) | -0.110688 | 1.008811 | -0.109721 | 0.9131 |
| CH(-1) | -2.559177 | 1.671289 | -1.531259 | 0.1319 |
| FBCF(-1) | 2.766283 | 0.536474 | 5.156419 | 0.0000 |
| GOUVE_EFF_FBCF(-1) | 3.638327 | 1.449447 | 2.510149 | 0.0153 |
| GOUVE_EFFE(-1) | 26.80008 | 15.79044 | 1.697234 | 0.0957 |
| IDE(-1) | 2.834854 | 0.976273 | 2.903752 | 0.0054 |
| STAB_PO_FBCF(-1) | -2.138321 | 1.520242 | -1.406566 | 0.1656 |
| STABILITE_PO(-1) | 28.10908 | 13.64330 | 2.060284 | 0.0445 |
| R-squared | 0.910705 | Mean dependent var | -0.028838 | |
| Adjusted R-squared | 0.877438 | S.D. dependent var | 5.415093 | |
| S.E. of regression | 1.895759 | Akaike info criterion | 4.349641 | |
| Sum squared resid | 183.2889 | Schwarz criterion | 4.987016 | |
| Log likelihood | -134.4123 | Hannan-Quinn criter. | 4.603105 | |
| F-statistic | 27.37588 | Durbin-Watson stat | 1.891084 | |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : Estimations de l'auteur à partir d'Eviews 10.

3.1.1. Analyse économétrique des résultats des variables d'intérêts

Les résultats d'estimations des effets des institutions sur les facteurs de croissance montrent un certain nombre de résultats significatifs. Dans le premier cas, l'ajout des variables d'interaction rend les composantes des institutions statistiquement significatives, et leurs impacts sur la croissance économique sont plus positifs et robustes (significativité à 5%). Dans le second cas, les coefficients associés aux facteurs de croissance apparaissent positifs/négatifs et significatifs. Dans un troisième temps, les variables d'interaction sélectionnées s'avèrent significatives. Il est évident que le niveau des facteurs de croissance pris en compte dans ce travail affecte les effets des composantes des institutions sur la croissance économique. La valeur négative de la force de rappel (-0,123716) signifie que face à un choc, l'ajustement vers l'équilibre s'effectue à une vitesse d'environ 12% par l'effet de « feed-back ». En d'autres termes, un choc sur le TCPIBR constaté au cours d'une année est entièrement résorbé au bout de huit ans et un mois. Les variables d'intérêts incluses dans le modèle pour estimer l'impact direct des institutions sur la croissance sont : l'efficacité gouvernementale, qui représente la qualité des institutions économiques et la stabilité politique qui représente la qualité des institutions politiques. A ces dernières, nous avons ajouté deux variables interactives pour estimer l'impact indirect des institutions sur la croissance. Il s'agit de la variable : Gouv-eff*FBCF et stab-po*FBCF. A partir du modèle à court terme, le constat suivant peut-être fait : la variable Gouve-eff est positive et significative à 5% ; cela signifie que l'efficacité gouvernementale a un impact direct sur la croissance économique. La variable interactive liée à l'efficacité gouvernementale est positive et significative à 5%. Cela traduit le fait qu'il existe un impact indirect de l'efficacité gouvernementale sur la croissance via la FBCF. En ce qui concerne la variable stab-po, son coefficient est positif et significatif à 5% suggérant ainsi l'existence d'un lien direct entre stabilité politique et croissance. La variable interactive liée à la stabilité politique est également positive et significative impliquant l'existence d'un impact indirect positif entre la stabilité politique et la croissance économique. A long terme, les résultats semblent différents. La variable efficacité gouvernementale n'est pas significative à 5% excluant ainsi l'existence d'un lien direct avec la croissance. Par contre, la variable interactive (Gouve-eff*fbcf) est significative à 5% traduisant le fait qu'il existe un lien indirect avec la croissance. De même, en ce qui concerne la variable stabilité politique, son coefficient est significatif et positif ; ceci traduit le fait qu'il y'a un lien positif direct avec la croissance. La variable d'interactive liée à la stabilité politique n'est pas significative à 5%. La relation indirecte présumée entre stabilité politique et croissance n'est pas vérifiée.

3.1.2. Analyse économétrique des résultats des variables de contrôle

Le modèle estimé est composé de cinq (05) variables de contrôle : APD ; CAP-NAT ; CH ; FBCF et IDE. Ces variables de contrôle sont toutes des facteurs de croissance. Dans le modèle MCE à court terme, les variables CAP-NAT ; CH ; FBCF et IDE ne sont pas significatives à 5% ; ce qui peut être interprété comme signifiant qu'elles n'ont aucun lien avec la croissance. À court terme, seule la variable APD est significative à 5% et son signe est négatif. Cela signifie que l'APD affecte négativement la croissance en RCA. Le modèle MCE à long terme ne donne pas tout à fait les mêmes résultats qu'à court terme. A ce niveau deux variables de contrôle sur cinq ne sont pas significatives. Il s'agit de CAP-NAT et CH. Par contre, trois variables sont significatives et toutes de signe positif : IDE ; FBCF et APD. Ces variables ont donc un impact positif sur la croissance. Lorsque l'on fait le point de résultats, on remarque : i) la CAP-NAT et le CH demeurent non significatifs à court et à long terme en RCA. ii) l'APD est significative à court et à long terme mais son signe n'est pas le même à court et à long terme. A long terme, elle a un signe positif et à court terme un signe négatif. Cela implique que cette variable a un comportement contraire vis-à-vis de la croissance lorsque l'on passe du court terme au long terme. iii) le modèle de long terme semble donner de meilleurs résultats que celui de court terme en RCA. En effet, trois variables de contrôle sur cinq sont significatives dans le modèle à long terme contre une seule variable de contrôle pour le modèle à court terme.

3.2. Analyse économique des résultats

3.2.1. Analyse économique des variables d'intérêts

À court terme, la croissance est influencée à la fois de manière directe et indirecte par les institutions politiques et économiques. Cela est logique étant donné que la littérature économique affirme que la qualité des institutions joue un rôle crucial dans le développement économique. Ceci suggère une relation significative et positive entre la qualité des institutions politiques et économiques ainsi que le taux de croissance économique. La stabilité politique a favorisé la croissance économique du pays. En effet, depuis les élections présidentielles de 2016, la sécurité s'est améliorée, les investissements étrangers ont augmenté et la production agricole a augmenté. Ce constat corrobore à la fois notre hypothèse selon laquelle la qualité des institutions joue un rôle dans la croissance économique en RCA, ainsi que la théorie néo-institutionnelle, qui affirme que les facteurs institutionnels sont plus importants que les facteurs de croissance. Cela appuie aussi la théorie de l'économie des institutions. Dans le contexte de la RCA, notre étude souligne la solidité de ce lien. Ce résultat met en exergue l'impact favorable de la qualité des institutions sur le développement en RCA, ce qui concorde avec les

observations de Morchid (2010). Toutefois, cela va à l'encontre des résultats d'Orayo et al. (2016) et Pere (2015) qui ont constaté que la majorité des facteurs institutionnels influencent négativement le développement économique. Par ailleurs, les recherches d'Ata et al. (2012) et Aladlani (2019) ont démontré que la qualité des institutions ne dépend pas des performances financières.

Nous distinguons les comportements des variables interactives qui concernent la qualité des institutions politiques de celles qui portent sur la qualité des institutions économiques. Tout d'abord, pour les premières variables, les estimations du modèle montrent qu'il existe une corrélation positive et significative entre la qualité des institutions politiques et la formation brute du capital fixe. Ce résultat concorde avec la majorité des études qui s'opposent à la qualité des institutions au capital physique (Acemoglu et al. 2014 ; Zouhair, 2012 ; Glaeser et al. 2004) et met en évidence la théorie économique des institutions, qui accorde une importance primordiale aux facteurs institutionnels par rapport aux facteurs de croissance. Dans le contexte de la RCA, notre étude souligne la solidité de cette relation.

Il est également démontré dans nos résultats qu'il existe une interaction positive et significative entre la formation brute du capital fixe et la qualité des institutions économiques. Il est légitime de conclure que les investissements ont un impact positif sur la croissance économique lorsque des institutions solides sont créées afin de promouvoir les investissements du secteur privé tout en les libérant et en les protégeant contre toute forme de violation. Cela implique que les autorités centrafricaines mettent en place des politiques économiques adéquates, tandis que la stabilité politique et l'absence de violence peuvent être attribuées aux effets bénéfiques de la qualité des institutions économiques sur l'économie. En outre, ces facteurs ont contribué à stimuler les effets des projets d'investissement sur la croissance économique en RCA. Ceci entraîne une de la qualité des institutions économiques, ce qui encourage l'investissement privé et, par conséquent, encourage la croissance. Ce résultat confirme la théorie économique des institutions, qui souligne l'impact important des facteurs des institutions sur les facteurs de croissance en RCA. Ce constat est en accord avec les résultats de Mijiyawa (2010) qui ont prouvé que la qualité des institutions économiques favorise l'expansion des activités.

À long terme, la croissance n'est pas directement influencée par les institutions économiques, seules les institutions politiques en ont. Il est observable que les institutions économiques ont un impact majeur sur la croissance, tandis que les institutions politiques ne subissent pas d'influence indirecte. Cela signifie que la stabilité politique est essentielle à la progression de l'économie, poussant les investisseurs à envisager des investissements sur le long terme et à se

consacrer à des activités lucratives dans des contextes d'administration stable et prévisible. Ceci peut favoriser la progression économique et le progrès. Ceci indique une corrélation positive et significative entre la qualité des institutions politiques et le taux de développement économique. C'est logique, puisque la stabilité politique est cruciale pour le développement. Ce constat corrobore à la fois notre hypothèse selon laquelle les institutions politiques jouent un rôle essentiel dans la croissance économique en RCA, et la théorie de l'économie institutionnelle, qui affirme que les facteurs institutionnels sont plus importants que les facteurs de croissance. D'après nos résultats, une seule de nos deux variables d'intérêt, à savoir l'efficacité du gouvernement, a eu un effet positif et statistiquement significatif sur les facteurs de croissance, ce qui a conduit à une croissance à long terme en RCA entre 2002 et 2019. Cela indique que l'efficacité du gouvernement est fortement associée aux facteurs de croissance, notamment à la formation brute du capital fixe. Ceci est logique puisque la performance du gouvernement est essentielle dans le processus de transformation. On peut aisément déduire que les investissements contribuent positivement à la croissance économique lorsqu'on met en place des institutions économiques robustes pour promouvoir les investissements privés, tout en les libérant et en les défendant contre toute infraction. Dans cette situation spécifique, un contexte juridique et moral permet aux intervenants économiques de mieux anticiper les comportements de ceux qui doivent coordonner leurs opérations. Les impacts des institutions politiques sur les structures économiques peuvent indirectement affecter la performance de l'économie. Par exemple, promouvoir les investissements immatériels et matériels dans un contexte institutionnel solide qui maintient les droits de propriété tout en diminuant le danger d'expropriation aura un impact bénéfique sur la performance de l'industrie. Ceci indique que la qualité des institutions économiques influence de manière favorable et notable des facteurs de développement comme la formation brute du capital fixe en RCA, favorisant ainsi la croissance économique du pays. Les résultats valident les recherches précédentes qui ont révélé un lien étroit entre la qualité des institutions et la croissance économique. Ils concordent également avec les principales observations de la littérature spécialisée (Kaufmann et Kraay, 2002 ; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2004, Mijiyawa, 2011). Cependant, ils s'opposent à ceux de Sachs et Warner (1997), qui ont démontré que le lien significatif entre la qualité des institutions et le taux de croissance ne peut pas être généralisé dans toutes les régions, ni dans les pays en développement ou pauvres.

3.2.2. Analyse économique des résultats des variables de contrôle

Même si la croissance économique est influencée par la qualité des institutions, les facteurs de contrôle ont également une influence sur celle-ci. À court terme, la variable APD ne présente que 5% de significativité et son signe est négatif. Cela signifie que l'APD a un impact négatif sur la croissance en RCA. Ce résultat illogique est le fruit du comportement prédateur des autorités centrafricaines et de la nature de l'aide, qu'elle soit économique, géopolitique ou stratégique. La littérature économique a traité de la question de l'efficacité de l'aide en relation avec le lien entre l'APD et le développement économique. Deux courants de pensée ont traité de la question. Les premiers auteurs affirment que l'APD est liée de manière positive à la croissance économique, tandis que le second courant établit une corrélation négative entre les deux variables. En effet, l'efficacité de l'aide est un des enjeux les plus discutés depuis des décennies (Mercieca, 2010). Dans les pays qui en tirent profit, une multitude d'études se focalisent sur la performance macroéconomique. Selon Jacquet (2006a), la plupart des objectifs de l'aide publique au développement ont pour but principal une croissance économique en tant qu'objectif intermédiaire.

Toutefois, Collier et Hoeffler (2002) ont examiné l'effet de l'aide sur la croissance post-guerre. Les fondements théoriques ne permettent pas d'établir si l'aide est plus ou moins performante dans les circonstances post-conflit. En effet, la nécessité de reconstruction des pays, liée à une diminution des revenus nationaux, peut créer un environnement dans lequel l'assistance est particulièrement performante. Toutefois, on pourrait soutenir le contraire : les entreprises qui ont subi des conflits civils sont confrontées à une corruption incessante, ce qui, en plus de la vulnérabilité de l'administration et des institutions, peut diminuer la performance de l'aide. Ainsi, un environnement politiquement instable, caractérisé par des changements fréquents de pouvoir et d'agitation politique, pourrait en revanche nuire à la performance de l'aide au développement. Cela concorde avec plusieurs études qui indiquent notamment que l'aide intensifie la corruption dans les pays en développement (Alesina et Weder, 2002 ; Djankov et al. 2008) et que la corruption affecte négativement le progrès économique (Mauro, 1995). C'est la raison pour laquelle certains auteurs soutiennent que l'aide nuise aux institutions de qualité, car elle est une source de financement instable.

De même, selon Sachs (2004), il existe une limite minimale au-dessous de laquelle l'aide à un pays défavorisé ne peut être efficace. Ceci implique que l'aide doit être adéquate pour promouvoir le développement économique. Cependant, malgré son aspect noblesse, cette thèse ne fait pas partie des acceptations. Sa propension se porte vers la contestation. En effet, la

théorie du « big push », qui souligne l'impératif d'accroître rapidement et de manière significative l'aide aux pays en situation de sous-développement, est confrontée à celle concernant « la capacité d'absorption » des pays en difficulté. Deux facteurs majeurs sont mentionnés dans le travail de « la capacité d'absorption » pour prévenir une aide excessive : la loi des rendements marginaux en baisse et le « syndrome hollandais ». En tenant compte de ces deux théories (trappes de pauvreté et capacité d'absorption), il est possible de déterminer une zone où l'aide internationale au développement serait efficace ou optimale. En effet, en fonction des particularités du pays bénéficiaire, il est possible d'établir un seuil minimum et un sommet que l'aide internationale doit respecter pour garantir son efficacité.

Le résultat de long terme diffère considérablement de celui à court terme. En effet, la croissance économique est généralement favorisée par l'aide, bien que les rendements baissent lorsque le volume l'aide augmente. Selon les chercheurs de départ, le soutien pourrait favoriser la croissance en favorisant l'épargne, en appuyant les investissements et en consolidant le capital social (Radelet et al, 2004). L'inefficacité de l'aide est imputée aux donateurs plutôt qu'aux bénéficiaires, d'autant plus qu'une grande partie de celle-ci est allouée aux alliés politiques et non au développement, comme le soutiennent ceux qui se réfèrent à divers pays ayant opté pour une aide efficace, notamment le Botswana, la Corée, Taïwan, l'Indonésie, l'Ouganda et le Mozambique, en plus des projets plus globaux.

Plus spécifiquement, une corrélation très favorable est observée entre les investissements directs étrangers (IDE) et la progression de l'économie. La littérature économique souligne clairement que les investissements directs étrangers ont un impact déterminant sur le développement économique. D'après Boreinsztein et al (1998), il est clair que les investissements directs internationaux ont une influence positive et notable sur la croissance. Les investissements ont contribué à l'expansion de l'économie du pays tout en diminuant sa dépendance vis-à-vis de secteurs plus solidement implantés comme l'agriculture et les hydrocarbures. Ceci favorisera une expansion économique pérenne, diminuera la pauvreté et optimisera le bien-être des résidents de la RCA. Les investissements directs peuvent aider à améliorer les infrastructures, comme les routes et les infrastructures routières. Dans ce contexte précis, les investissements directs étrangers (IDE) ont pour objectif de favoriser la croissance économique en créant des atouts compétitifs qui conduisent au transfert de technologie, à l'accumulation du capital humain et à l'intensification du commerce mondial (Bende, 2000). Ce constat illustre les conséquences de la théorie économique, mettant en exergue l'importance de ces facteurs. En effet, une hausse de ces facteurs conduit à une hausse du taux de croissance.

Il est primordial de maintenir un environnement favorable aux investissements internationaux et de garantir la stabilité politique afin de favoriser une progression économique constante tout en améliorant le bien-être de la RCA. Ceci indique que l'amélioration de la qualité des institutions économiques aura un effet bénéfique et notable sur les facteurs d'expansion comme le capital humain et la formation brute de capital fixe en RCA, contribuant ainsi à la croissance. Conformément à cette logique, on remarque une relation significativement positive entre l'aide publique au développement et la croissance économique. Cela s'explique économiquement principalement par le rétablissement de la confiance entre les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement centrafricain, ce qui est une conséquence logique. Selon ce résultat, il est évident que l'aide a joué un rôle positif dans la croissance en RCA de 2002 à 2019, ce qui peut être expliqué d'une autre manière par le fait que les gouvernements centrafricains ont utilisé cette aide pour financer des programmes de développement, rembourser les dettes dues au public et réduire le déficit budgétaire. Ceci démontre que l'aide a eu un impact significatif et profitable sur la croissance en RCA. De plus, les investissements dans les infrastructures, le renforcement des institutions, l'expansion du secteur privé et la réduction de la pauvreté ont contribué à instaurer un climat propice à la croissance économique. La théorie des institutions, qui soutient que la qualité des institutions influence significativement les facteurs de développement, est validée par ce résultat. Il appuie aussi les résultats de plusieurs études examinant l'impact de l'aide internationale sur la progression économique, qui est influencée par la qualité des institutions du pays (Burnside et Dollar, 2004 ; Collier et Dollar, 2002). Cette observation est en accord avec les résultats de la théorie économique et met en évidence l'importance de l'aide car sa croissance se traduit par une augmentation du taux de croissance. Toutefois, il est essentiel d'adopter une approche efficace et efficiente de l'aide publique au développement pour maximiser son influence sur la croissance économique. Malgré son rôle crucial dans le financement des activités en RCA, l'aide internationale est souvent associée à des projets spécifiques qui ne peuvent pas répondre aux besoins réels du pays. En fin de compte, certains ont conclu que l'aide est efficace dans les pays confrontés à un conflit, ce qui est une bonne nouvelle, mais heureusement seulement pour certains pays en développement. De plus, elle peut parfois faire face à la corruption et à une gestion négative, ce qui limite son efficacité. Il est donc essentiel de renforcer la coordination et l'utilisation de l'aide internationale pour stimuler la croissance économique en RCA.

Conclusion

Au terme de cet article, nous avons démontré que la prise en compte de la qualité des institutions serait utile pour expliquer la croissance de la RCA de 2002Q1 à 2019Q4. Les effets direct et indirect de la qualité des institutions sur la croissance à court et à long terme sont étudiés en incorporant des variables d'interactions dans le modèle à partir du modèle à correction d'erreur. Les résultats de nos estimations montrent que les institutions politiques et économiques ont à la fois un effet direct et indirect sur la croissance à court terme, tandis qu'à long terme, les institutions économiques n'ont aucun effet direct sur la croissance, seuls les institutions politiques en ont. De plus, on constate que les institutions économiques ont une influence indirecte sur la croissance, tandis que les institutions politiques ne l'ont pas. Malgré l'influence directe et indirecte des variables institutionnelles sur la croissance économique, les variables de contrôle ont également une influence sur celle-ci. Il est donc possible de conclure que nos résultats ont révélé une corrélation significative entre la qualité des institutions et la croissance économique, et de mettre en lumière de nombreux canaux clés par lesquels la qualité des institutions impacte la croissance économique en RCA. Une autre contribution importante à la littérature économique réside dans le fait qu'une analyse des effets des institutions sur la croissance est souvent réalisée sans comparaison, ce qui est essentiel pour identifier les facteurs qui expliquent le mieux la croissance économique. A notre connaissance, cette étude est la première à examiner de manière empirique le lien entre qualité des institutions et croissance économique en RCA. Ainsi, cette étude dépasse les simples démonstrations de l'analyse de l'impact des institutions sur la croissance économique en cherchant à comparer et à suggérer un mécanisme qui permettrait aux autorités publiques d'améliorer leurs institutions et de stimuler davantage la croissance économique. Cette étude est limitée par la courte période, en particulier pour les données institutionnelles (2002 à 2019, soit 18 observations). Le nombre insuffisant d'observations justifie le choix de la trimestrialisation des données dans cet article. Pour mettre en évidence les résultats propres à la sous-région et suggérer des politiques d'économie applicables dans toute la sous-région, il serait envisageable d'élargir cette étude au plus grand nombre de pays membres de la CEMAC. Par conséquent, les résultats intéressants de cet article nous autorisent à valoriser notre travail, bien que nous prévoyions d'explorer ces perspectives nouvelles dans des travaux futurs.

BIBLIOGRAPHIE

1. Articles de revue

Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J.A. (2001). The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.

Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J.A. (2004b). Rise of Europe: Atlantic Trade, Institutional Change and Economics Growth". *American Economic Review*, forthcoming.

Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J.A. (2005). Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth, in P. Aghion and S.N Durlauf (eds), *Handbook of Economic Growth*, volume 1A, 386-472.

Ata, A. Y., Koç, A, & Akça, H. (2012). The relationship between economic growth and institutional structure in OECD countries: cross-sectional analysis. *Actual problems of economics*, 10(136), 323-333.

Barro, R.J. (1996). Democracy and Growth. *Journal of Economic Growth* 1: 1-27.

Burnside, C. & Dollar, D. (2004). Aid, Policies and Growth: Reply. *American Economic Review*, 94(3), 781-784.

Chang, HJ, (2006). La relation entre les institutions et le développement économique, *Economie politique*.

Chow, G. C. and Lin, A. L., (1971). Best linear unbiased interpolation, distribution, and extrapolation of time series by related series. *The Review of Economics and Statistics*, 53 (4) pp. 372–375.

Collier, P., & Dollar, D. (2002). Aid Allocation and Poverty Reduction. *European Economic Review*, 46, 1475-1500. 337.

Denton, F. T., (1971). Adjustment of monthly or quarterly series to annual totals: An approach based on quadratic minimization. *Journal of the American Statistical Association*, 66: pp.99-102.

Djankov, S., Montalvo, J., & Reynal-Querol, M. (2008). The curse of aid. *Journal of Economic Growth* 13, 169-194.

Jalal, K., & Mustapha, M. (2017). The Impact of Institutional Governance on Economic Growth in Developing Countries: An Econometric Analysis in Panel Data. *International Journal of Humanities and Social Science Invention* 6(12), pp 42-55.

Kaufman, D., & Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (2002). *Governance Matters II: Updated Indicators for 2000/01*. Washington, D.C.: World Bank.

Mankiw, N. G., Romer, D & Weil, N. D., (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 107, pp 407-438.

Mauro, P., (1995). Corruption and Growth. *Quarterly Journal of Economics* 110: 681-712.

Mo, P.H. (2001). Corruption and Economic Growth. *Journal of Comparative Economics* 29(1), 66-79

El Morchid, B. (2010). La renaissance et la relance des économies africaines Dar es Salam, Tanzanie : La qualité des institutions constitue-t-elle une barrière à la relance économique ? Application aux pays de l'Afrique subsaharienne.

Mtiraoui, A., & Lassoued, M. (2014). Human Capital and Economic Growth in OECD countries: Applying the dynamic panel data (GMM). MPRA working paper n°6978, online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/69857/>.

North, D. (1993). Institutions and Credible Commitment. *Journal of Institutional and Theoretical Economics* 149: 11-23.

Orayo, J.A., & Mose, G.N. (2016). A comparative Study on Contribution of Governance on Economic Growth in the East African Community Countries. *International Journal of Regional Development* 3(2), pp.89-106.

Pere, E. (2015). The impact of good governance in the economic development of Western Balkan countries. *European Journal of Government and Economics*, 4(1), 25-45 355.

Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9(2), 131-165.

Sachs, J.D., & Warner, A.M. (1997). Sources of Slow Growth in African Economies. *Journal of African Economies*, 6(3), 335-76.

Salawu, M.B., Yusuff, A.S., Salman, K.K., Ogunniyi, A.I., & Rufa, A. M. (2018). Does Governance Influence Economic Growth in Sub-Saharan Africa? *Global Journal of Human-Social Science: E-Economics*, 18(1).

Zouhaier, H. (2012). Institutions, Investment and Economic Growth. *International Journal of Economics and Finance* 4(2), 152-162.

2. Ouvrages

Acemoglu, D., & Robinson, J.A. (2012), *Why Nations Fail the Origins of Power, Prosperity and Poverty*, London: Profile Books.

Benassy. Q. et al (2017). *Politique économique* 4 e édition, numéro 2016-0069 en Italie.

North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*: Cambridge University Press.

North, D., Wallis J.J., & Weingast, B.R. (2010). *Violence et ordres sociaux*, Paris, éditions Gallimard, 2010, traduit de l'anglais par Myriam Dennehy, 459 pages.

Raffinot M., Ferry M, (2019). *La dette des pays en développement*, La découverte.

Villieu. P. (2015), *Macroéconomie, Economica*, Paris, 536p.

3. Thèses

Mijiyawa, A.G. (2010) : « Institutions et développement : analyse des effets macroéconomiques des institutions et de réformes institutionnelles dans les pays en développement » Thèse de doctorat en Sciences de l'Homme et Société. Université d'Auvergne-Clemont-Fernand I.

Kindy, A. (2021) : « Gouvernance et croissance économique dans les Petits Etats Insulaires en Développement » Thèse de doctorat. Université des Antilles.